



L'Inde

Puissance Rayonnante

« J'ai grandi dans l'Etat du Minnesota dans les années 1950, et mes parents avaient l'habitude de me dire: «Tom, pense aux petits Chinois ou aux Indiens qui meurent de faim et finis ton assiette ! » Aujourd'hui, je dis à mes filles : « Dépêchez-vous de terminer vos devoirs, car les Indiens et les Chinois rêvent de votre futur travail. »

Thomas Friedman.

En 20 ans, l'Inde de Mittal et des délocalisations a remplacé Mère Teresa, les charmeurs de serpent et la famine.

L'Inde et la Chine sont souvent décrites comme les super puissances du XXI^{ème} siècle. La lente croissance indienne en comparaison des dragons asiatiques, lui vaudra le qualificatif d' « éléphant ». » Au premier trimestre 2006, l'Inde affichait pourtant un taux de croissance de 9,6% par rapport au premier trimestre 2005, et le FMI prévoit pour 2007 une croissance du PIB de 7,3%. Les yeux rivés sur ces chiffres, les médias occidentaux semblent découvrir le géant indien toujours sur les mêmes psalmodies : "plus grande démocratie du monde", contraste entre industries de pointe et pauvreté extrême, "Bollywood" et les charmeurs de serpents... Mais l'Inde est un pays complexe où modernité et tradition coexistent. La culture millénaire indienne est le ciment fondamental de la force indienne et de la fascination qui en découle.

Si l'Inde attire tant de curiosité, c'est que le pays regroupe à la fois une population dont 40% vit en dessous du seuil de pauvreté, et des technologies de pointes et informaticiens parmi les mieux formés... Cette constante dichotomie complexifie la grille de lecture de la puissance indienne. Néanmoins, il faut s'interroger sur la volonté réelle de l'Inde. Tout se passe comme si l'Inde, par des causes culturelles profondes, ne devait pas suivre un chemin traditionnel de puissance. Etudier la puissance indienne, implique forcément de remettre en cause la conception que l'on a de la puissance. L'Inde ne se place pas dans un schéma offensif de conquête, mais plutôt sous le signe du rayonnement et de la force tranquille d'Asie.



Grandeur plutôt que puissance

L'importance de sa démographie et la richesse de sa culture sont les critères les plus redondants lorsque la puissance indienne est évoquée. Les profondes inégalités économiques et la mosaïque de langues, religions et cultures sont des facteurs certes déstabilisants, mais le sentiment d'appartenance nationale est assez fort pour les surmonter et tirer le meilleur d'une population éduquée croissante chez les indiens.

L'Inde – parce qu'elle est une civilisation multi-millénaire plus qu'une nation moderne – a une vision claire du rôle qu'elle veut jouer et de son avenir. L'élite politico-administrative pense encore sur le long, voire le très long terme. L'Inde a ainsi une vision stratégique : elle ne se veut pas indépendante ni fermée à la mondialisation, mais plutôt désireuse d'intégrer les grandes évolutions mondiales. Elle le fait d'autant mieux que la culture de l'information et de la connaissance s'intègre naturellement dans une mentalité nationale ouverte.

Force de frappe démographique

Quel signe pouvait mieux traduire la montée en puissance de l'Inde que le cap du milliard d'habitants franchi en 2000 ? L'Inde représente désormais un peu plus de 16% de la population mondiale, proportion qui continuera à augmenter. En effet, l'Inde, dont le tiers de la population a moins de 15 ans, n'a pas achevé sa transition démographique et **sa population dépassera celle de la Chine d'ici 2025**.

La pauvreté de cette population à 70% rurale, avec un taux d'alphabétisation de 61% seulement, colle à raison à l'image de l'Inde. Et, si les déséquilibres sociaux sont continuellement dans les préoccupations politiques indiennes, la force du nombre fait que la constitution des classes moyennes sert un marché intérieur en pleine expansion. Malgré ces déséquilibres et ces inégalités, les indiens sont unis dans une idée commune de leur nation.

L'Inde entre fierté, orgueil et nationalisme

Au sens que nous mettons à l'adjectif « nationaliste »,

l'Inde ne l'est pas. Le terme est à la fois inadéquat et trop faible pour décrire le mélange d'orgueil et de fierté qui caractérise le sentiment national indien. Ce dernier résulte d'un héritage dont on a du mal à prendre conscience : 5 000 ans d'histoire sur lesquels il faut revenir pour comprendre ce qui fait le « nationalisme indien » aujourd'hui.

On note que le pluriculturalisme est fragilisé par la montée du radicalisme hindou, illustré par l'arrivée au pouvoir du BJP entre 1998 et 2004. Dans un pays grand comme un continent, avec 18 langues officielles et un nombre encore plus grand de cultures et traditions, l'unité nationale repose sur des bases solides, mais reste soumise aux aléas politiques.

L'élection surprise du parti du « Congrès » en 2004, et l'arrivée de la veuve de Rajiv Gandhi, sur la scène, souligne encore l'actualité de la problématique. Sonia Gandhi, italienne de naissance, vit depuis plus de 30 ans en Inde, et a acquis la nationalité indienne en 1984 quand son mari devint Premier ministre. Elle a du renoncer à sa position au sein du parlement (qui fai-

sait implicitement d'elle le futur Premier ministre) pour laisser sa place au célèbre économiste sikh Manmohan Singh. Cette élection a montré que plus que la religion, c'est bien la nationalité d'origine de Sonia Gandhi qui posait problème.

Christophe Jaffrelot (CERI) identifie ce qu'il appelle le « syncrétisme stratégique » qui découle du choc de l'expérience coloniale et qui se veut une réponse à l'Occident dominateur. Ce serait une sorte de « complexe d'infériorité majoritaire » face aux idées coloniales. L'objectif de cette stratégie est « d'adapter le milieu hindou à la modernité occidentale et de préserver les piliers de son identité ». Cela à la fois en réinterprétant la tradition, mais aussi en empruntant à l'Occident. Le but ultime est alors de « surmonter l'extrême différenciation socioreligieuse du milieu hindou en ayant recours à d'autres critères d'identité, aux connotations politiques ». La structuration de l'identité contre l'autre

Le « Knowledge Management » à l'indienne

Les universités indiennes manquent aujourd'hui de moyens. De ce fait, elles peinent à endiguer le départ des deux tiers de ses jeunes les plus brillants pour l'étranger. Les Etats-unis accueillent plus de 80 % des étudiants indiens décidant de poursuivre des études de troisième cycle dans un pays de l'OCDE (représentant ainsi 76.503 étudiants inscrits en 2005-2006). De ce point de vue, l'Inde est exposée à la fuite de ses têtes éduquées, d'où les incitations gouvernementales pour faire revenir la diaspora indienne. En parallèle, la fuite des cerveaux permet, un transfert de connaissances en phase avec l'attitude indienne décomplexée vis-à-vis des apports extérieurs.

Afin de répondre à l'essor de son économie, l'Inde doit soutenir ses filières d'enseignement supérieur.

Aujourd'hui, l'Inde possède 14 169 institutions éducatives, dont 1068 sont consacrées aux ingénieurs. La majorité des formations est consacrée aux études généralistes et au commerce (9 427 formations). Du

(l'Occident, mais aussi l'Islam) relève de l'idéologie et débouche ainsi sur un concept propre à transcender la mosaïque sociale hindoue : la nation, ou plutôt la civilisation dans le cas indien. En effet, si le nationalisme se construit souvent contre un ennemi intérieur ou extérieur, Jean Marie de Beaucorps rappelle que les Indiens n'ont pas refusé les modernisations apportées par la colonisation anglaise, ils en ont simplement gardé ce qui leur a semblé le plus utile, sans frustration ni déni. Selon Beaucorps, le pragmatisme de l'Inde est résumable à cette phrase de Mme Nehru (cf. *Entre deux mondes*) : « Nous prenons aux autres ce qui nous semble utile mais nous restons nous-mêmes ».

Cette forte démographie et la volonté indienne de devenir un acteur important sur la scène internationale, entraînent un développement constant des instituts supérieurs d'enseignement.



Saraswati, déesse de la connaissance, de la science et de la musique

Portrait d'une éducation offensive avec **Amity Business School**

"No dream is too big and No step is too small"

Amity Business School est une université privée indienne, spécialisée dans l'enseignement de la gestion et des technologies de pointe. Elle se révèle être une école formant les nouveaux « guerriers de l'économie » indiens.

« L'Inde sera un pays aussi développé que le Canada en 2020. Dix ans plus tard, elle fera partie du club sélect des superpuissances et tiendra tête aux États-Unis. »

M. Ashok K. Chauhan, fondateur de l'Amity Business School

En 1995, le groupe d'Amity a développé ses formations d'enseignement supérieur et s'est agrandi en quelques années pour accueillir plus de 40 000 étudiants sur 22 campus. L'université propose plus de 130 cours de la licence au troisième cycle. Avec des inscriptions en hausse de 70% par an, l'objectif est d'accueillir d'ici dix ans 500 000 étudiants en Inde et en Occident. Une stratégie exemplaire d'expansion.

Depuis 15 ans sont apparues les sections de "competitive intelligence" et "corporate warfare" au sein de Amity Business School. Ces formations ont pour but d'étudier le paysage compétitif, pour ensuite développer des stratégies solides de développement. Ainsi, les étudiants apportent un avantage compétitif à leur entreprise et deviennent pionniers dans l'environnement des affaires. La réalisation de ces objectifs passe par des pratiques offensives afin d'améliorer la connaissance des marchés, la qualité des produits par rapport à la concurrence, la communication interne de l'organisation, et la planification stratégique.

Les organisations partenaires de la section "compétitive intelligence" de l'université sont des majors de l'économie indienne comme Tata et Mittal. Ceci montre bien la volonté des acteurs indiens de devenir plus compétitifs et d'améliorer la coopération avec les institutions d'éducation supérieure indienne, principalement pour les domaines très spécialisés.

AMITY

www.amity.edu

fait de la multitude des langues parlées en Inde, tous les cours dans les universités se font en anglais, ce qui constitue un avantage pour l'internationalisation de leurs entreprises.

Il y a en Inde une forte coopération entre les instituts d'enseignement supérieur et de recherche et les centres de R&D privés, principalement dans les domaines scientifiques et technologiques. Le niveau de la recherche en technologie spatiale, production et lancement de satellites nationaux, usage pacifique de l'énergie nucléaire ou encore en technologies de l'information, a fait de l'Inde une zone d'attractivité pour les pays en quête de jeunes diplômés et de conseil en technologie. La maîtrise des technologies de pointe leur permet de pouvoir anticiper et répondre aux demandes des marchés du travail nationaux et internationaux.

Par ailleurs, les instituts indiens de technologie (IIT) font bénéficier les grandes entreprises de leurs recherches, ce qui leur permet d'augmenter leurs ressources. Ces contrats de recherche consistent en des services de conseil, d'expertise ou d'évaluation de produits. Par le biais de telles coopérations, l'Inde se prépare à la concurrence et nous montre une fois de plus qu'elle fait face aux nouvelles problématiques de la mondialisation. La plupart des IIT dispose désormais de parcs technologiques dans lesquels se développe la coopération avec les partenaires extérieurs.

L'Inde forme chaque année 400 000 ingénieurs pour répondre aux besoins d'un marché en forte croissance. Sur les 4 années à venir, le nombre d'emploi dans le secteur informatique devrait ainsi doubler. Par exemple,



Le système institutionnel indien est marqué par une tradition politique socialiste qui pourrait expliquer la permanence d'agences et d'institutions fédérales clairement marquées par le souci de planifier l'avenir. Dans cette perspective, les plans quinquennaux (le dernier allant de 2002 à 2007) donnent une idée des ambitions futures de l'Inde. Dans un pays aujourd'hui très décentralisé, les impacts de ces orientations restent à préciser.

La Planning Commission a publié de nombreux rapports de prospection dont un, relevant d'un comité établi en juin 2000 : *India 2020*. Il tente pour chaque secteur une analyse prospective de la situation indienne. Son introduction par son président, Mr. Gupta, membre de la planning Commission se termine sur ces termes: "We must reawaken the dormant Spirit of India.". "Nous devons réveiller l'Esprit endormi de l'Inde".

Encore plus frappant est le rapport de la Planning Commission : **India as knowledge superpower**. Le discours officiel sous-jacent qui en ressort est le suivant : "l'Inde, à cause de la colonisation, a manqué la révolution industrielle, mais parce que la société indienne est culturellement une société basée sur la connaissance, l'Inde est préparée pour être une super puissance de la connaissance". Le rapport énonce donc un discours très offensif, même s'il suscite en Inde des inquiétudes.

Mais comment asseoir la puissance de l'Inde si la base industrielle et agricole est négligée ? De la même manière, la lucidité et la perspicacité de ce genre de rapports n'induisent pas forcément une réelle mise en œuvre politique. De la réflexion à l'action il y a un pas qui, pour les Indiens, tient du gouffre.

la sous-traitance logicielle a cette année enregistré une hausse de l'ordre de 30%, et Tata Consultancy Service projette d'augmenter sa force de vente de 40%, soit l'embauche de 30 000 salariés. Les études du National Association of Software and Service Companies prévoient un déficit de 500 000 professionnels dans le secteur technologique d'ici 2010. Pour s'assurer de disposer d'un nombre suffisant de travailleurs qualifiés, les firmes se rapprochent étroitement des écoles.

Les formes de coopération université/entreprises sont facilitées par le rapport des indiens à la transmission du savoir. Le transfert de connaissance, la circulation de l'information, la mutualisation des ressources font partie intégrante des mentalités. L'Inde est en quelque sorte la patrie du « knowledge management » ; non en réaction à l'avènement de la société de l'information, mais plutôt parce que la culture indienne est une culture de la connaissance.

Le système maîtrise encore mal sa croissance et éprouve des difficultés à satisfaire, quantitativement et qualitativement, la demande en éducation. Les écoles privées sont surtout ouvertes aux enfants issus des milieux favorisés. Si l'Inde faisait en sorte que toutes les castes aient un accès égal à l'éducation, en prenant en compte que d'ici 25 ans l'Inde sera le pays produisant le plus de jeunes diplômés au monde, nous pourrions voir apparaître une "armée de cerveaux" fort puissante.

Les universités ne sont pas les seules à anticiper des évolutions de la société indienne. Au niveau gouvernemental, cette démarche est ancienne.

L'étude de ces facteurs internes de la puissance indienne révèle un aspect qu'il convient de ne pas perdre de vue : l'Inde se perçoit, et anticipe son avenir sur une échelle radicalement différente de la nôtre. L'Inde est en effet un géant. Elle en retire une confiance et une fierté telles qu'un phénomène aussi important que celui de la mondialisation ne semble être pour le pays qu'une étape parmi celles de sa longue histoire.

Ceci explique sans doute le fait que l'Inde ne s'affirme pas de manière évidente sur la scène internationale. L'Inde a cette force tranquille de l'éléphant qui connaît sa force et ne ressent pas le besoin de l'extérioriser. Alors que la puissance doit s'exprimer par des vecteurs précis, la grandeur, elle, ne se prouve pas, elle est évidente.

Cet état d'esprit spécifiquement indien est une force indéniable. Mais l'interaction avec d'autres pays et l'insertion de l'Inde dans les jeux géopolitiques renvoie une image différente. L'Inde, rappelée aux principes implacables de la *realpolitik*, ne peut vivre sans difficulté ses idéaux de grandeur.





« Shining India » l'Inde à l'international

Au-delà des considérations géopolitiques qui ont mis en évidence les grands défis que l'Inde doit relever pour devenir une nation forte et puissante, on note une émergence forte à l'international.

La nouvelle percée de ses entreprises sur des secteurs majeurs ou le nouveau rôle joué par la diaspora indienne aux quatre coins du monde – soit 20 millions de personnes détentrices d'un savoir faire acquis à l'étranger – sont deux exemples de signes d'une Inde rayonnante et de plus en plus influente dans les rapports internationaux.

La volonté de grandeur des entreprises indiennes

On peut distinguer deux catégories d'entreprises indiennes : celles nées au milieu du XIX^{ème} siècle, lorsque l'empire anglais, en difficulté, était permissif quant au développement de l'entrepreneuriat indien, et celles nées après la décolonisation, comme les familles Tata et Birla.

Ces entreprises ont des caractéristiques communes, dont ce que l'on pourrait appeler le « management à l'indienne ». C'est-à-dire que les rôles de Président et de Directeur Général sont souvent occupés par le même homme, fils ou petit fils du fondateur. Par ailleurs, la famille est dans la plupart des cas actionnaire majoritaire. Les « hommes de la famille », après avoir fait leurs études dans les grandes universités anglo-saxonnes, se font les dents en occupant différents postes de managers au sein de l'entreprise, dont l'aîné prendra logiquement la relève.

Une étude un peu plus approfondie de **la composition des conseils d'administration montre que ces**

derniers sont composés presque exclusivement de noms indiens,

mais surtout que certains membres « satellites » de la famille, comme le frère du fondateur, vont siéger dans les conseils d'administrations d'autres groupes. C'est notamment le cas du frère du président du groupe Reliance, Ramniklal Ambani.

On remarque également que ces entreprises n'ont cessé de diversifier leurs activités. Ainsi, le groupe Bajaj concentre 24 entreprises allant du secteur automobile à celui du plastique. Souvent, ces entreprises ont commencé leurs activités dans l'industrie lourde, pour se diversifier en fonction des besoins du marché intérieur, longtemps protégé. Aujourd'hui, par exemple, rares sont les groupes familiaux qui n'ont pas une activité de service informatique.

Le développement international des grands groupes a été favorisé par les contraintes réglementaires mises en place avant la libéralisation du pays. Leur but était de favoriser les petites entreprises qui représentent encore la majorité des entreprises indiennes. Les groupes étrangers se sont donc tournés vers les marchés ex-

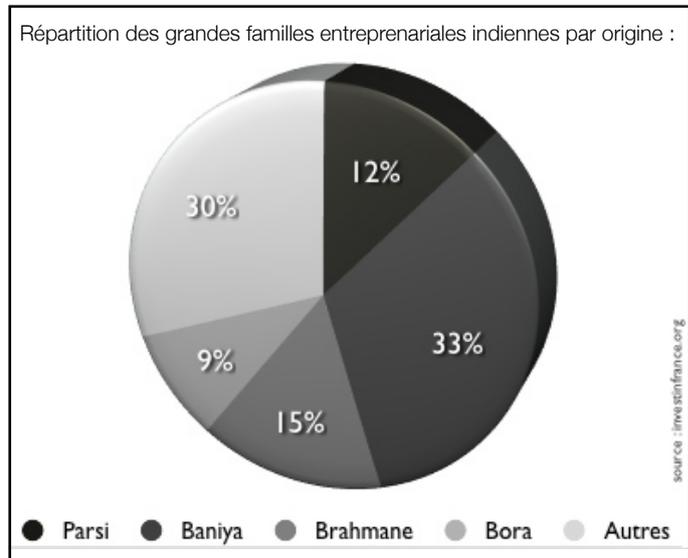
térieurs pour leur développement. Dans un premier temps, ce développement s'est surtout fait dans d'autre pays du « Sud ». Et ce n'est que récemment que l'on voit des groupes indiens prendre des participations ou acquérir des entreprises occidentales. La dernière opération de grande ampleur fut, fin 2006, l'acquisition par Tata Steel de l'entreprise néerlandaise Corus Steel pour 8 milliards de dollars. **Sur les 10 premiers mois de 2006, les entreprises indiennes ont acheté pour plus de 10 milliards de dollars à l'extérieur des frontières**, alors que cela ne représentait qu'un milliard de dollars en 2000. Selon Dealogic, au regard des fusions acquisitions, les entreprises indiennes ont investi deux fois plus à l'extérieur cette année que les entreprises étrangères en Inde (facilitant ces procédures l'année dernière, le gouvernement a permis aux entreprises d'investir jusqu'à 200% de la valeur nette de la compagnie).

La seconde catégorie d'entreprises qui se distingue dans le paysage économique indien est celle des grandes entreprises informatiques. Elles sont beaucoup plus jeunes que les autres, et leur mode de fonctionnement est encore flou.

Le management à l'indienne est très largement remis en cause, notamment par son manque de compétitivité ; il ne serait pas surprenant que les familles se désengagent peu à peu des responsabilités managériales pour se concentrer sur les activités actionnariales. Dans le groupe Tata par exemple, l'héritier siège seul au conseil d'administration et les managers sont officiellement choisis pour leurs compétences. La montée de la compétition internationale s'applique aussi aux groupes indiens qui doivent ajuster leurs politiques de gestion du personnel.

Le cas Mittal est particulier lui aussi. Même si le système familial y est maintenu, les caractéristiques de gestion des affaires ressemblent à ce qui se fait en occident. Pour davantage d'informations, se reporter à l'encadré sur l'entreprise Mittal.

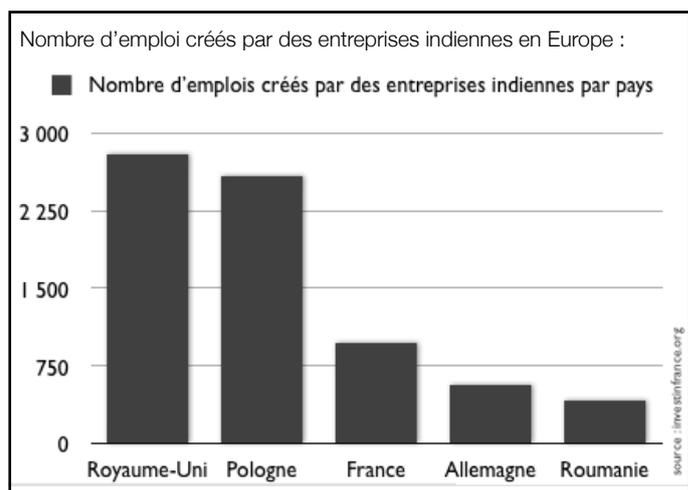
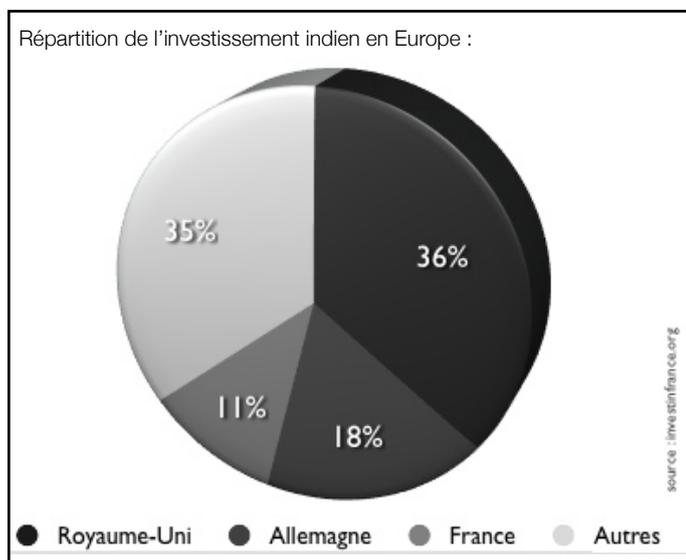
Les entreprises indiennes répondent aussi au vocabu-

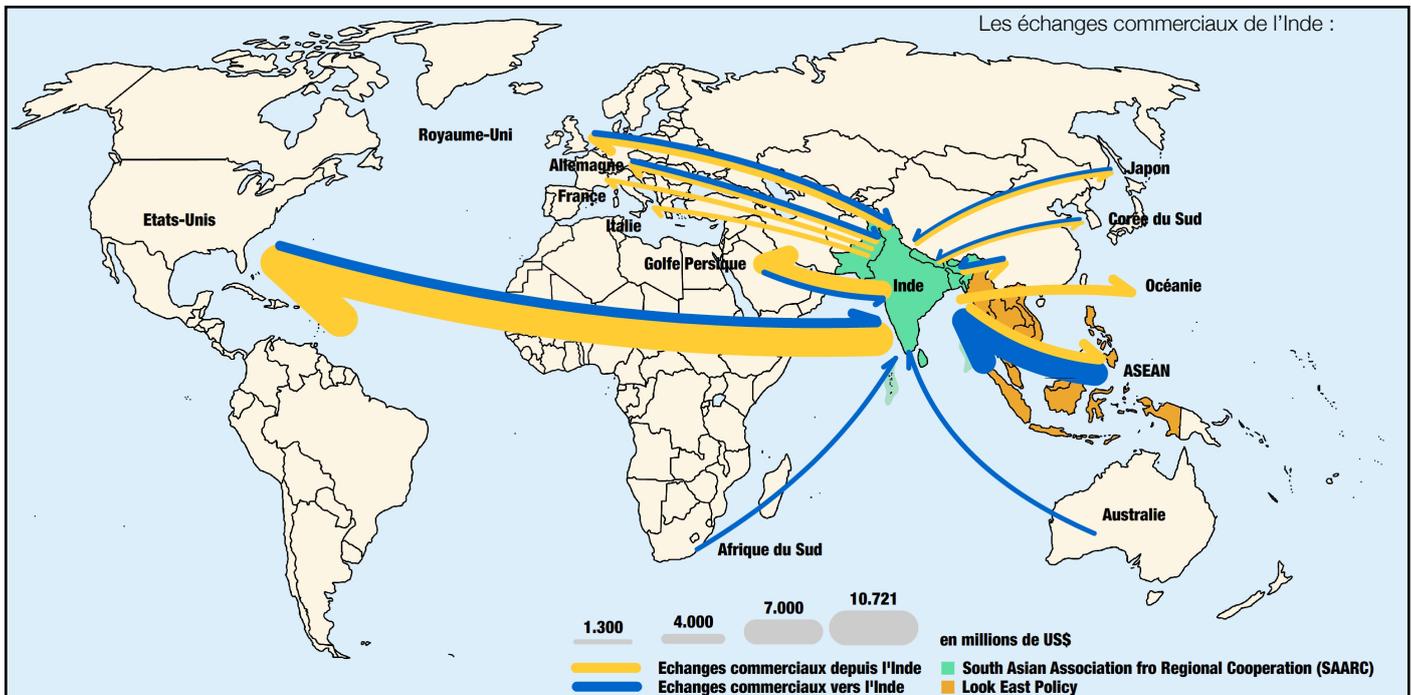


laire de grandeur : leurs dirigeants, de culture internationale, ont souvent été confortés dans ce sentiment de grandeur indienne, par des réactions génériques à l'étranger. L'objectif d'avoir 2 ou 3 entreprises indiennes parmi les 50 plus grands groupes mondiaux est couramment affiché en Inde.

C'est dans ce cadre que l'Etat Indien soutient ses grandes entreprises nationales et notamment celles présentes sur le secteur énergétique. Par ailleurs, l'Etat a lancé depuis quelques années un programme de désengagement de toutes ses entreprises publiques sur ce secteur. Certaines sont déjà complètement privatisées, mais d'autres entreprises sont en train de finaliser le processus car l'Etat y détient encore des parts minoritaires.

En Afrique, les entreprises indiennes ont commencé à se développer et ne comptent pas laisser la Chine représenter seule l'Asie sur ce continent. Les réseaux de la diaspora indienne ainsi que les importants crédits des banques indiennes soutiennent leur développement en Afrique. La création d'un *Standing Committee on Oil Diplomacy for Energy Security* par l'Etat en 2004 a pour but de développer et sécuriser les contrats de ses entreprises pétrolières en Afrique. Ceci démontre





bien l'importance stratégique que l'Inde accorde à son indépendance énergétique. Les entreprises indiennes ont ainsi réussi différentes grosses opérations en Libye, au Soudan, en Ethiopie et au Nigeria, toutes pour des approvisionnements en pétrole.

Il est important de noter à ce niveau que « les industries indiennes chassent de plus en plus en meute ». Elles se regroupent pour mieux atteindre leur cible et avoir la possibilité de concurrencer les importants moyens mis sur le terrain par leurs concurrents.

Les entrepreneurs et les ingénieurs indiens forment le socle de la diaspora qui a débuté pendant la colonisation et dont le mouvement ne cesse de continuer.

Mittal : à la conquête des marchés occidentaux

« De façon plus large, (...), un phénomène nouveau est effectivement en train d'apparaître sous nos yeux : l'émergence de grands patrons indiens dans l'économie mondialisée. Cela va se poursuivre et même s'accélérer. Cette transaction (...) a été suivie de près par de nombreux patrons indiens qui, eux aussi, veulent jouer un rôle. »

Interview de Lakshmi Mittal

Le Point n°1764 du 6 juillet 2006

L'acquisition d'Arcelor par le groupe Hollandais Mittal dirigé par l'indien Lakshmi Mittal est un signe fort, en Occident comme en Inde, de la puissance de certains entrepreneurs indiens.

Lakshmi Mittal, Président Directeur Général détient aujourd'hui 43% du capital de Mittal-Arcelor. Le changement de propriété a influé sur la localisation des intérêts. M. Mittal ne cache pas son attachement à son pays, où son fils est né et où il se rend tout les deux mois. Mais surtout, il ne cache pas son réseau sur place : « J'ai des amis dans les affaires, la politique et dans d'autres domaines (...) Je siège au conseil d'administration de la deuxième banque de l'Inde. » Quelque soit la nationalité du groupe, les intérêts sont indiens.

Aujourd'hui, certaines voix se font entendre quant aux conséquences de tout pouvoir d'un seul homme sur une entreprise de la vieille Europe. Le management est transformé : d'une bureaucratie à la française, les anciens employés d'Arcelor doivent s'adapter à un management où un seul homme prend toutes les décisions. Ces décisions sont prises plus rapidement et sans la même profondeur d'étude, les syndicats ne sont plus consultés avant les décisions concernant les emplois, et Lakshmi Mittal **montre un certain mépris pour la « bureaucratie »** du système précédent.

Aujourd'hui il n'y a plus de français à la direction générale.

Peut-on encore douter de la nationalité et des intérêts du groupe ?



La diaspora indienne et la prise de conscience de son rôle potentiel par les autorités

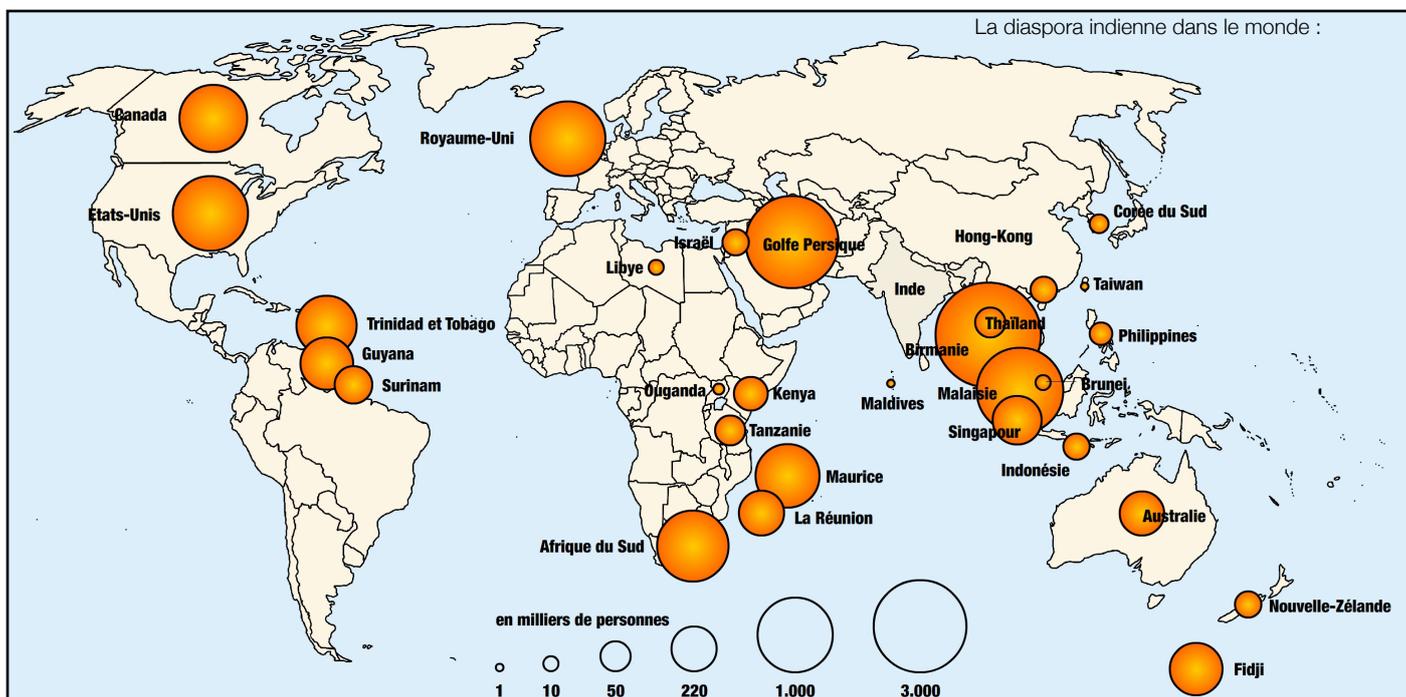
Un autre aspect de cette ambition de conquête doit se trouver dans une prise de conscience récente du rôle que peut jouer la diaspora indienne. Un comité a été spécialement formé à l'initiative du parti nationaliste du BJP afin de **définir les différents moyens d'utiliser cette force de 20 millions de personnes, dont 1,8 millions pour les seuls Etats Unis**. En 2000, le gouvernement d'A. Vajpayee crée la Haute Commission de la Diaspora Indienne dirigée par le Dr. L. M. Singhvi. Elle doit évaluer la situation des P.I.O. (Person of Indian Origin) et des N.R.I. (Non Resident Indian), leurs aspirations et le rôle qu'ils pourraient jouer dans le développement de l'Inde. L'objectif est de définir une nouvelle politique à leur égard. Commandé en septembre 2000, le rapport final est remis au Premier ministre en janvier 2002. Il comprend une évaluation quantitative des communautés expatriées des catégories N.R.I. et P.I.O. qui atteint le chiffre de 17 millions de personnes, ainsi qu'une description détaillée de leur situation par pays.

Six chantiers ont été retenus :

- Faciliter l'investissement, les transferts de technologie et de connaissance, de la diaspora en Inde.
- Créer des institutions pour renforcer les liens culturels avec l'Inde.
- Renforcer les mécanismes de protection des citoyens indiens expatriés.
- Développer une politique de lutte contre les discriminations subies par la diaspora.
- Transformer les membres de la diaspora en ambassadeurs de l'Inde.
- Reconnaître la contribution de la diaspora envers l'Inde par la création d'une distinction honorifique particulière et la mise en place de la double citoyenneté.

Quelques unes de ces conclusions ont amené des réformes facilitant notamment les investissements pour les P.I.O. Il apparaît clairement que les investissements et toutes les opérations financières sont facilitées pour les indiens non résidents mais ce statut est aussi appliqué aux personnes d'origine indienne – si l'un de ses grands-parents est considéré comme tel. Suivant la qualité des investissements, certaines nationalités se verront refuser le critère « Indian Origin » : par exemple, pour les biens immobiliers, il ne faut être ni Pakistanais, Bangladeshi, Afghan, Bhoutanais, Chinois, Sri lankais, Népalais ni Iranien. Ces conditions sont également applicables aux « Overseas Corporate Bodies » les institutions appartenant majoritairement à des personnes Indiennes non résidentes ou d'origine indienne. Ces mesures de discrimination positive en fonction de la nationalité et des origines géographiques, ont pour fonction de **favoriser l'investissement en Inde, soulignant ainsi le rôle de la diaspora**.

D'autre part – et comme c'est souvent le cas pour les diasporas – **la diaspora indienne est sociologiquement et politiquement plutôt plus nationaliste que la population indienne elle même**. Le lobby indien à Washington constitue un exemple parlant. Constitué en juin 2002 autour du US India Political Affairs Committee (USINPAC), il a négocié – parmi d'autres actions de lobbying – en mai 2003 un contrat de 3 milliards de dollars octroyés par la Maison Blanche pour subvenir à une action gouvernementale pakistanaise qui veut que les terroristes islamiques ne traversent plus la frontière pour s'établir en Inde. L'Indian Caucus auprès de la maison Blanche est aussi un acteur important du dispositif. Au Sénat américain, c'est le groupe "Friends of India" qui défend les intérêts indiens, en vantant l'attractivité de l'Inde et avec cet avantage que l'Inde est en phase avec les préoccupations anti-terroristes américaines. **La diaspora indienne est actuelle-**



ment en phase de réflexion pour une participation plus active dans la vie politique américaine,

et l'on commence à voir des candidats d'origine indienne se présenter aux élections du Congrès. Le gouvernement indien a aussi instauré depuis 2004, la première semaine de janvier chaque année, le "Pravasi Bharatiya Divas", sous le patronage du Ministère des Indiens d'Outre Mer et la fédération des chambres de commerce indiennes. Cet événement vise à valoriser les contributions des N.R.I. (Non resident Indians) à

travers l'attribution de récompenses honorifiques, les "Pravasi Bharatiya Samman". A titre d'exemple, le réalisateur M. Night Shyamalan, l'économiste Jagdish Bhagwati ou le journaliste Fareed Zakaria (chez Newsweek) ont reçu cette distinction.

Ce genre d'initiatives est assez révélateur d'une certaine mentalité indienne pour laquelle la puissance ou l'influence est surtout recherchée pour ses signes extérieurs, quitte à ce qu'ils ne soient que de façade...

La nouvelle donne dans l'ordre mondial par l'arrivée au premier plan des grandes entreprises indiennes témoigne d'une nouvelle force de frappe à l'indienne. Nous sommes face à une Inde de plus en plus influente à l'échelle mondiale. Celle-ci a non seulement assimilé l'idée d'un rayonnement à l'international, mais plus encore, l'Inde semble avoir totalement pris conscience de son nouveau potentiel d'influence, notamment grâce à son importante et active diaspora. La mise en place de mesures incitant à revenir au pays mais aussi à protéger la diaspora à l'étranger a pour objectif de faciliter la transmission de la connaissance acquise à l'extérieur pour en enrichir le pays et renforcer la nouvelle position d'influence de l'Inde à l'international.

« India is everywhere! »

(Slogan créé par le Parti du Congrès, de retour au pouvoir central en 2004)





Les ambitions contrariées de l'éléphant

L'Inde dans cette nouvelle gouvernance mondiale repositionne ses pions sur l'échiquier géopolitique international. L'éléphant use de la séduction mais aussi de la ruse pour faire jouer des alliances stratégiques lui permettant de devenir un acteur regardé, écouté et influent sur la scène mondiale.

Pour réussir là où elle pêche, elle se rapproche peu à peu de la superpuissance américaine, développe ses relations avec son dit concurrent chinois, et place ses pions politiques en Afrique. L'Inde n'hésitera pas non plus à se lancer dans la conquête spatiale pour attirer les regards. Elle ira jusqu'à proposer son aide aux pays touchés par le Tsunami tout en refusant l'aide internationale. L'Inde a en main des atouts bien « personnels » mais sur le plan géopolitique elle a un challenge à relever pour s'inscrire comme un acteur puissant.

L'opportunité indienne : le 11 septembre

Le 11 septembre a permis un rapprochement entre l'Inde et les Etats-Unis. Ce rapprochement n'a pas été immédiat, les Etats-Unis jugeant le Pakistan mieux placé pour servir de base arrière aux opérations en Afghanistan. Ce choix indisposa New Delhi, mais après un attentat attribué aux fondamentalistes musulmans indiens (parlement de Delhi – décembre 2001), l'Inde a pu exercer des pressions pour que Washington inscrive les groupes islamistes pakistanais dans la liste des organisations terroristes. Si le Pakistan est un allié tactique dans la lutte contre les réseaux islamistes, l'Inde apparaît comme un allié stratégique qui partage les mêmes objectifs sécuritaires.

L'Inde cherchait à se rapprocher des Etats-Unis, considérés comme unique puissance digne de ce nom. Le rapprochement entre Delhi et Washington fut accompagné d'une collaboration militaire, traduite par des manoeuvres navales dans l'Océan Indien et des exercices conjoints dans la région de Ladakh.

Des tentatives de rapprochement avec Washington avaient été engagées avant le 11 septembre mais étaient demeurées officieuses, remettant en cause des décennies de non-alignement. Le revirement de la politique américaine à l'égard de l'Inde est en partie dû à l'influente diaspora indienne. Aujourd'hui, Washington voit en l'Inde le pôle de stabilité dans la région et le point d'appui essentiel à sa politique de sécurité en Asie. Son rôle de police dans l'Océan Indien et de contre poids face à la Chine (meilleur ennemi de G.W. Bush avant les attentats du 11 septembre), a conduit les Etats-Unis à se résigner à la nucléarisation de la force de frappe indienne. Dans ce prolongement, les Etats-Unis et l'Inde ont signé un partenariat sur le nucléaire civil. L'Inde possède déjà huit centrales nucléaires (quinze réacteurs), mais n'a terminé la fabrication de son premier réacteur qu'en 1999. L'expérience de l'Inde dans ce domaine est donc assez jeune, et le département de l'énergie nucléaire désire augmenter la production de ses centrales nucléaires de 3 000 MW à 20 000 MW pour 2020. C'est pourquoi le parte-

nariat stratégique avec les Etats-Unis, avalisé par le congrès américain le 9 décembre 2006, revêt une importance stratégique capitale. Ce partenariat, redouté par les Chinois, doit permettre à l'Inde de résoudre ses problèmes d'approvisionnement en électricité. Il existe certes des centrales hydroélectriques et des centrales à charbon, mais les besoins électriques sont trop importants pour que, couplées aux réacteurs existants, elles se suffisent à elles-mêmes.

Aujourd'hui, un nouveau triangle stratégique réunissant New Delhi, Washington et Tel-Aviv semble par ailleurs émerger. En 1992 une ambassade indienne a été ouverte à Tel-Aviv ainsi qu'une ambassade israélienne à Delhi. La collaboration se fonde sur le principe selon lequel les deux pays sont victimes d'un même terrorisme et où la ligne de contrôle au Cachemire serait une variante de la ligne verte ; d'où la volonté indienne d'acquiescer les systèmes de détection radar utilisés par les Israéliens. Aussi, on voit apparaître une communauté d'idées entre le BJP, le Likoud et les néo-conservateurs américains – fondamentalistes protestants – qui lisent volontiers les relations internationales en terme de lutte des civilisations.

Leurs liens sont d'ailleurs attestés par certains organismes capables d'établir des liens entre plusieurs sites Internet (comme www.swordoftruth.com).

Ce rapprochement valide la volonté indienne d'être reconnue comme une puissance internationale, c'est ainsi qu'elle décide d'entrer dans le club nucléaire en 1998 en mettant le monde devant le fait accompli.

Le changement de la politique indienne s'exerce surtout dans sa relation à l'Asie du Sud Est, Israël et aux Etats-Unis, rompant ainsi avec sa politique quasi tiers-mondiste, initié par J. Nehru et devenue caduque. Cela pourrait lui coûter une addition salée si ce changement en venait à indisposer Pékin ou Moscou.

Cette volonté d'inscrire le pays dans le petit cercle des

Dépendance énergétique, faiblesse de l'éléphant

Désireuse d'être indépendante énergétiquement de ses voisins – sur lesquels elle ne peut guère s'appuyer – l'Inde cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement pour réduire sa dépendance énergétique. Par sa démographie et la croissance de son économie, les besoins énergétiques de l'Inde sont en constante augmentation. Les champions nationaux sont en cours de privatisation et, bénéficiant des ressources d'investisseurs privés et du soutien de l'Etat, adoptent une stratégie de développement conquérante.

La présence de ressources naturelles comme le fer (5^{ème} rang mondial) garantit à l'Inde une industrie sidérurgique solide. Ses importantes ressources en charbon (4^{ème} rang mondial) lui garantissent un matelas de sécurité au niveau énergétique. Mais, aujourd'hui, les préoccupations de l'Inde se tournent davantage



puissances a modifié pour partie la grille de lecture indienne des relations internationales.

Un enjeu cependant demeure : le conflit latent entre l'Inde et son frère ennemi, le Pakistan. Depuis le 11 septembre, la donne a changée, permettant un retour en force en Afghanistan (l'Inde soutenait l'Alliance du Nord et a donc bon nombre de sympathisants indiens dans le gouvernement d'Hamid Karzai) comme en témoigne l'ouverture de 4 consulats indiens dans le pays. En parallèle, l'Inde s'est rapprochée de l'Iran, encerclant ainsi son ennemi historique, le Pakistan. On notera que le pays qui a popularisé la théorie non-violente possède une armée de plus de 1,2 millions de soldats et un budget militaire de 11 milliards de dollars (lorsque le Pakistan dispose de 600 000 hommes et d'un budget de 2,7 milliards de dollars).

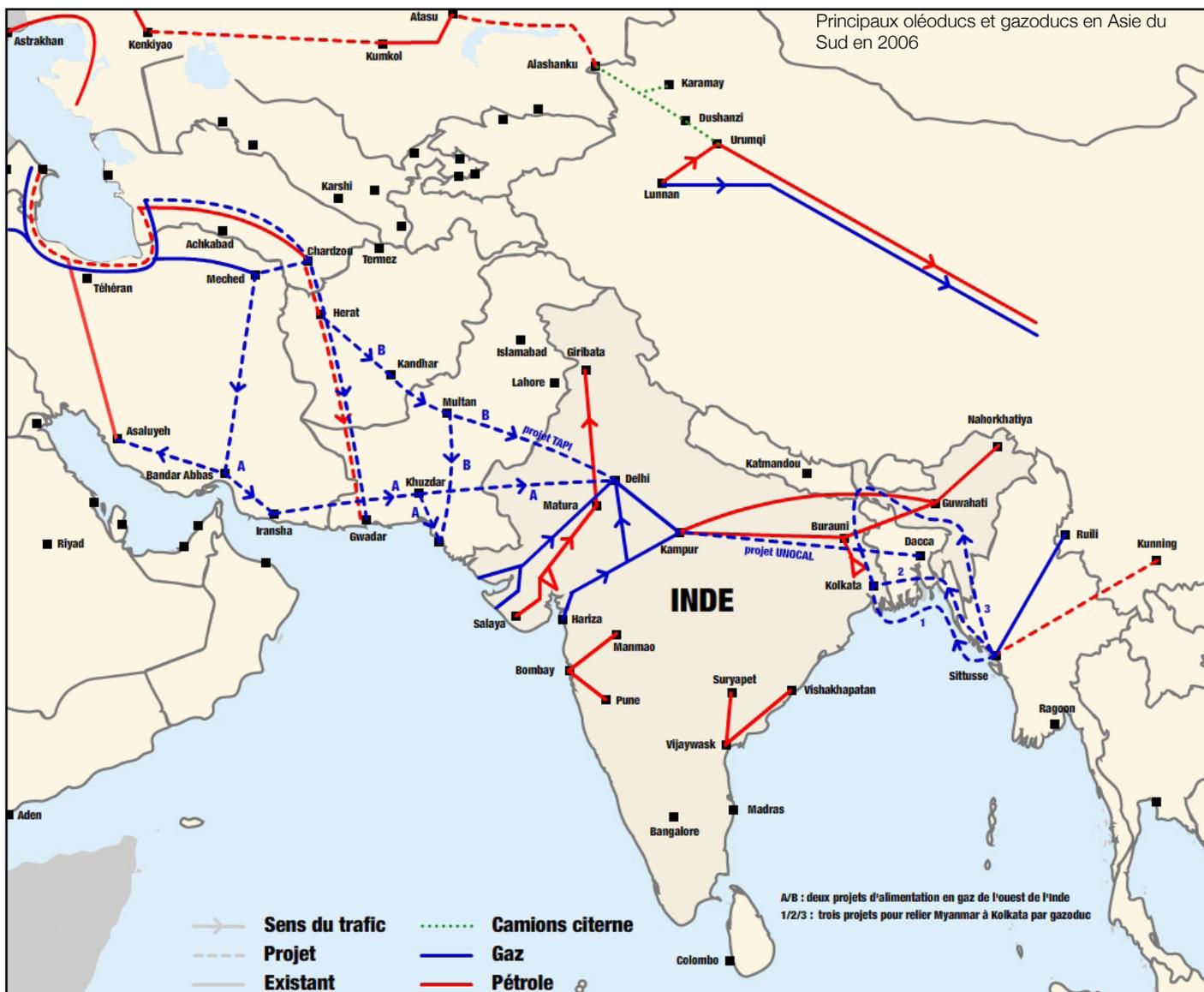
Pourtant, la diplomatie indienne conserve quelques constantes, notamment dans ses relations avec Moscou (relation qui date de 1971 avec le traité d'amitié indo-soviétique), ou dans sa politique de Grand Frère vis-à-vis des petits pays qui l'entourent.

Cette volonté de grandeur est parfois contrariée par la question de l'approvisionnement énergétique, et donc de la relation de l'Inde avec ses « petits voisins ».

vers les secteurs du gaz et du pétrole. Sa production nationale est trop faible pour satisfaire ses besoins (cf. annexes). En 2006, l'Inde importe entre 30 et 40% de pétrole de plus par rapport à 2005.

L'Inde ne peut plus se contenter d'une simple stratégie de relation bilatérale avec ses fournisseurs. Le Pakistan et le Bangladesh sont des points de passages stratégiques pour de futurs oléoducs et gazoducs : l'un vers l'Est, l'autre vers l'Ouest. Cette problématique relève surtout du domaine géopolitique car ces dossiers sont traités au plus haut niveau de l'Etat. L'Inde et la Chine développent ainsi des forces navales capables d'assurer la défense de leurs intérêts stratégiques et la sécurité de leurs voies d'approvisionnement maritimes. Ceci les incite à acquiescer des forces navales modernes et performantes, à la fois par des acquisitions étrangères et des constructions nationales.

A l'Est, les accords avec la dictature birmane sont in-



stables et le tracé d'un futur gazoduc en provenance de la junte militaire à travers le Bangladesh est très incertain. Sur ce terrain, l'Inde est en concurrence pour ses approvisionnements avec les firmes occidentales, mais surtout avec la Chine dont l'influence sur place est grandissante.

A l'Ouest, le Pakistan est un passage obligé. A moins de trouver une solution par la mer, les gazoducs et oléoducs provenant du Turkménistan ou de l'Iran devront traverser le territoire de leur ennemi historique et dont la situation intérieure reste instable.

La Chine, elle, reste très active dans le sud de l'Asie. Bien qu'un accord énergétique ait été signé avec l'Inde, les deux grandes puissances de la région sont en compétition constante pour acquérir de nouvelles

concessions. La Chine coupe les ailes de l'Inde dans la région en tissant sa propre toile d'influence, principalement au Pakistan et au Bangladesh. Cette stratégie chinoise d'encerclement de l'Inde, connue sous le nom de "stratégie du collier de perle" pourrait créer des tensions et compliquer le développement d'une politique énergétique de l'Inde avec ses voisins. Quant au projet de pipeline provenant de Russie et passant par la Chine pour rejoindre l'Inde, il vient d'être jugé quasi irréalisable par la Russie.

L'importance stratégique des approvisionnements pétroliers est telle que l'Inde a décidée en 2005 la construction de "réserves stratégiques". L'Inde a bien compris l'importance des enjeux énergétiques et leur inter-relations avec le domaine politique.

La relation sino-indienne reste la grande inconnue, elle aura un impact considérable sur le développement indien et certainement le monde entier.

L'éléphant face au dragon : intelligence coopérative ou divergence d'intérêts ?

Pour comprendre les relations entre l'Inde et la Chine, il faut revenir à leur histoire commune. Celle-ci a été marquée par des différends historiques. Elles ont connu des bouleversements fondamentaux souvent aux mêmes moments et ont développé leur puissance économique et militaire sur la même période – même si de façon différente – chacune en fonction de leurs savoir faire et cultures respectifs.

Le conflit frontalier qui les a opposé en 1962 a stigmatisé leurs relations et ainsi brouillé la communication entre les deux pays. Malgré sa brièveté, le conflit a été révélateur de la supériorité militaire de la Chine. L'Inde, touchée dans son orgueil a alors entrepris d'accroître sa puissance militaire en procédant à des essais nucléaires. Les derniers en date en 1998 ont exacerbé les tensions entre les deux pays, notamment lorsque la Chine a pris connaissance de la « lettre Clinton » (cf. encadré).

C'est uniquement parce que ces deux pays sont en

plein développement économique, qu'un conflit ouvert a été évité. Contre toute attente, le dialogue reprend et va même jusqu'à s'intensifier, comme nous avons pu le voir lors de la visite du Premier ministre indien en 2003 et la récente venue en Inde du Premier ministre chinois. Bien que ces deux pays aient pris conscience de la nécessité d'un rapprochement qui servirait leurs intérêts communs, des tensions existent. Celles-ci sont liées à la fois aux différences culturelles, historiques, et aux enjeux économiques communs.

Les idées reçues et les médias

Les médias aiment à penser que l'Inde et la Chine vont coopérer ensemble dans le but d'optimiser leur développement respectif et conquérir le monde. Face à cela, certains clichés ont la peau dure : si la Chine est « l'usine du monde » et l'Inde « le bureau du monde », alors il leur suffirait de s'allier pour devenir une puissance hégémonique. Le raccourci reste un peu facile. On note que l'Inde et la Chine ont opéré des rapprochements ces dernières années, notamment dans les échanges commerciaux – 21 milliards de dollars – alors qu'il y a encore 5 ans, ceux-ci étaient quasiment

Lettre à Clinton

L'Inde a justifié ses essais nucléaires de 1998 auprès des Etats-Unis en adressant une lettre au président Clinton dans laquelle elle désignait son « grand voisin du Nord » (la Chine) comme une menace. En effet, l'Inde avait alors un lourd soupçon sur une éventuelle politique d'encerclement du territoire par la mise en place de missiles nucléaires tout autour du pays.

nuls (on prévoit le double dans 4 ans). Des rapprochements se sont aussi opérés dans l'implantation croisée d'entreprises dans les deux pays.

Bien que la visite du Premier ministre chinois en Inde en novembre 2006 ait été un événement symbolique, ce qu'il faut retenir, c'est que le retour à des relations politiques régulières est prometteur pour le commerce qui – en apparence – laisse présager une véritable tentative de rapprochement (plan en sept points pour le rapprochement présenté par le Premier ministre chinois). Cette alliance n'est pas un échange de bons procédés. En réalité, l'Inde a besoin de renforcer son tissu industriel et la Chine de développer son économie de la connaissance et des technologies de pointe. La relation commerciale Inde-Chine n'est aujourd'hui pas si importante (en terme de valeur). Ce qui est à retenir, c'est la tendance, le mouvement.

Shiva contre Confucius

En réalité, le rapprochement qui semble incontournable n'est pas aussi évident qu'il y paraît. Un sentiment de méfiance gangrène les relations entre l'Eléphant et le Dragon. Au-delà des conflits historiques, ce sont deux modes de pensée qui s'opposent, tant dans la culture que dans la relation à la puissance. Il y a d'un côté l'Inde démocratique, civilisation vieille de 5 000

ans, acteur mondial incontournable à l'époque coloniale : une nation qui conçoit la relation à la puissance par le rayonnement (« Shining India ») ; de l'autre côté, la Chine fonctionne depuis longtemps sur un mode de pensée communautaire (régime socialiste), avec une relation à la puissance très agressive, parfois même à la limite de l'acceptable pour la communauté internationale.

Eu égard de ces différences fondamentales, on doute que ces deux pays puissent un jour réellement coopérer à la mesure de qui leur serait nécessaire.

La bataille de l'énergie

L'Inde et la Chine sont aussi grands (de part leur développement économique, leur démographie et leur potentiel de puissance) qu'ils sont pauvres en ressources naturelles (notamment pour le pétrole). Certes, ces deux pays sont assis sur des réserves colossales de charbon (qu'ils pourraient utiliser pour réduire leur dépendance énergétique), mais cela ne saurait suffire à satisfaire leurs besoins : les enjeux pour ces deux géants sont énormes et laissent présager une relation offensive. La preuve en est le combat que se livrent ces deux pays sur le marché africain. Cette stratégie de développement est une tentative de prise de pouvoir

sur l'échiquier géo-économique africain face à l'Europe et aux Etats-Unis. Qu'on ne s'y trompe pas : entre Pékin et New Delhi, il s'agit moins d'un réchauffement des relations que d'une alliance de raison. « *S'il est vrai que les deux pays veulent éviter les conflits pour privilégier leur développement économique, une très grande méfiance réciproque perdure* », assure Valérie Miquet, directrice du centre Asie de l'Institut français des relations internationales (Ifri). En réalité, au-delà de cette « alliance de raison » l'Inde et la Chine, sont plus dans une logique de combat, chacun cherchant à contenir et contrôler l'autre. Cela n'empêche pas que sur certaines opérations spécifiques, les deux pays vont pouvoir agir ensemble, en témoigne la pression qu'ils cherchent à exercer sur les pays de l'OPEP pour faire baisser le cours du pétrole.

Le regard de l'Inde sur son « grand » voisin du Nord

Si l'Inde a vu la Chine comme une menace nucléaire en 1998 et même si les discussions entre les deux pays sont régulières, ce n'est pas pour autant que l'Inde a changé son regard sur son grand rival. Au contraire, elle le considère plus que jamais comme une menace sérieuse à son encontre. L'Inde veut maîtriser la puissance chinoise qu'elle juge trop « envahissante » et les

Un exemple récent : la diplomatie du Tsunami

L'exemple de la réaction indienne au tsunami de Noël 2004 illustre parfaitement la ligne de conduite de la diplomatie indienne.

L'Inde gravement touchée (estimation de 16 000 morts), a non seulement refusé la visite du secrétaire général de l'ONU mais aussi immédiatement refusé toute aide internationale. Cette position a été largement médiatisée, fait assez étonnant étant donné que l'Inde a très rarement accepté l'aide internationale.

Ainsi, le ministre des finances rétorque immédiatement après le tsunami : « Nous estimons être un pays suffisamment grand pour fournir des secours ». Par ailleurs, le gouvernement indien ne s'est pas contenté de refuser l'aide proposée, mais a également dépêché de l'aide auprès des pays touchés. Ceux de la zone d'influence indienne d'une part (le Sri Lanka et les Maldives), mais aussi la Thaïlande et l'Indonésie où le navire indien est le premier à être arrivé sur les lieux. L'aide indienne était constituée de navires militaires, d'hommes et de fonds. Par ce biais, l'Inde est entrée fièrement dans le quartet formé avec les Etats-Unis, l'Australie et le Japon. Un moyen encore de se mettre à la hauteur des grandes puissances. Ces réactions sur la scène internationale sont autant de moyens de se montrer à la hauteur de son ressenti de grandeur.

Devant ces refus, il serait simpliste de ne voir qu'une volonté d'affirmation de puissance. Il s'agit également, de part les positions stratégiques en Asie du Sud-Est touchées par le tsunami, d'affirmer une puissance militaire, et de se rapprocher de gisements énergétiques

Chinois, de leur côté, souhaiteraient avoir la main mise sur l'Inde car, pour eux, il ne peut y avoir deux géants en Asie. « Tant que les intérêts chinois ne seront pas menacés par la montée en puissance de l'Inde, les relations entre les deux pays resteront au beau fixe » assure Olivier Guillard, directeur de recherches Asie à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris) ». Cette dernière citation laisse à penser qu'une logique de coopération ne saurait s'installer dans la durée. En témoigne l'épisode où Indiens et Chinois sont passés en 1955 de « frères » (« Hindi chini bhai bhai »), à « guerre » lors du conflit frontalier de 1962. Ce passage brutal de « frère » à « guerre » lance des questions sur la solidité du rapprochement qui s'opère à l'heure actuelle entre ces deux puissances. Les intérêts futurs à agir ensemble dans une démarche d'intelligence coopérative pourraient être remis en cause si l'Inde et la Chine se laissent dépasser par les enjeux qui les lient, employant ainsi inutilement leurs énergies dans un conflit d'intérêts.

L'étude de ces différents enjeux internationaux et la mise en évidence de la fierté indienne doit permettre de mieux entendre la réaction indienne lors du complexe épisode du Tsunami.

dont l'Inde manque de plus en plus.



La conquête spatiale comme symbole de la puissance indienne

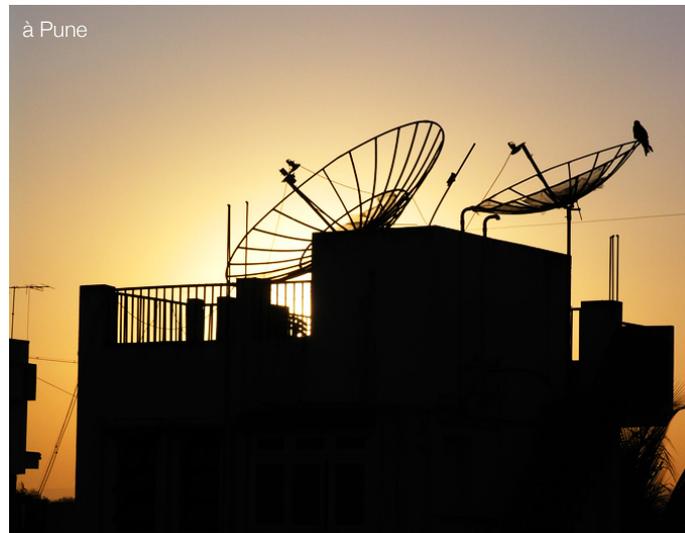
Tout comme la technologie nucléaire, la maîtrise des technologies relatives au domaine spatial est nécessaire pour asseoir sa puissance, ou, du moins, démontrer que l'Inde a acquis le niveau technologique des plus grands. Cela lui donne des arguments pour jouer un rôle plus fort sur la scène internationale, voire pour l'aider à acquérir un siège permanent à l'ONU.

Le programme spatial indien est révélateur d'une éventuelle stratégie de puissance indienne. En effet, il a débuté en 1962 et permis l'acquisition de compétences réelles dans ce domaine, tout en y consacrant des ressources relativement limitées : le huitième budget au monde avec 540 millions de dollars (le budget chinois est d'environ 2 milliards).

Les Indiens utilisent leurs connaissances dans la conception de lanceurs pour un usage soit militaire soit spatial (lancement de satellites). L'Inde place son programme national dans le cadre d'une coopération internationale avec comme partenaires principaux, la Russie, les Etats Unis, la France et l'Allemagne.

Le programme spatial indien a pour fin le développe-

ment économique et social du pays ainsi que le renforcement de son rôle de puissance régionale. L'Inde a, à ce titre, développé plus d'une quinzaine de lanceurs (à partir de 1979 pour des débuts commerciaux en 1997) et construit près de 40 satellites (débuts commerciaux en 1981). Les lanceurs indiens sont aujourd'hui concurrents de ceux développés par les autres agences spatiales. Ces efforts répondent au souci de l'Inde d'avoir un programme spatial indépendant.



Tous ces facteurs, s'ils laissent penser qu'une puissance indienne objective existe, tendent à faire oublier que la puissance n'est pas un concept artificiellement appliqué à un pays.

La puissance indienne n'est pas réductible à des grilles de lecture telles qu'elles sont décodées en Occident. Plus que la démographie, la taille du territoire, le combat pour les ressources, ou bien le nationalisme de façade, l'Inde a développé des outils de puissance spécifiques et tout à fait en phase avec la mondialisation.

L'Inde entre donc dans le jeu mondial et veut qu'on la considère comme un acteur influent. Cependant, elle n'est pas entendue comme elle le souhaiterait. L'absence d'un siège à l'ONU traduit une faiblesse, qui aujourd'hui, fait que malgré ses efforts pour exister aux yeux du monde, ses prises de positions dans la gouvernance mondiale sont encore peu visibles. L'éléphant est aujourd'hui en route pour essayer de reprendre la place qui lui serait due. La preuve en est qu'on n'a jamais autant parlé de l'Inde qu'à l'heure actuelle. Mais attention, ne nous y trompons pas, l'Inde a besoin pour rayonner sur l'échiquier géopolitique, d'exister par elle-même et non pas à travers les relations qu'elle développe avec les grands acteurs de la mondialisation tels que les Etats-Unis ou la Chine.

En conclusion, l'Inde a compris que pour devenir une grande puissance, il lui fallait aujourd'hui se faire une place sur la scène internationale. La faiblesse de son influence actuelle en politique internationale, ne constitue pas pour autant un obstacle à son développement. L'Inde s'est fixé l'objectif de devenir l'acteur influent qu'elle se sent déjà être ; ce défi est pour l'éléphant, plus stimulant que paralysant.



L'Inde a développé des outils de puissance remarquables par leur modernité et leur efficacité, pourtant des difficultés internes (avec le poids de son secteur agricole, des infrastructures inadaptées et une bureaucratie considérable) laissent planer un doute sur son potentiel en terme d'influence.

L'Inde a une culture trop structurante pour aller contre elle. Si elle est une puissance de fait, il semble que ceci soit plutôt dans une optique d'indépendance stratégique, que dans un souci de projection internationale. La mondialisation lui fournit plutôt les outils de cette indépendance qu'un terrain de conquête. Cela ne veut pas dire que l'Inde a vocation à être fermée aux autres pays ; bien au contraire, ce qui fait sa puissance est sa capacité à intégrer les influences extérieures.

Cet état d'esprit, s'il ne « colle » pas forcément à nos conceptions actuelles de puissance, pourrait s'avérer particulièrement en phase avec l'évolution de la mondialisation. En effet, l'évolution mondiale multipolaire inscrit le développement indien dans une certaine cohérence dans les modes d'action. Les enjeux de puissance se transforment, et le but n'est plus nécessairement de déployer ses forces au niveau international, mais plutôt de constituer un pôle homogénéisé, attractif et rayonnant sur le monde.



Experts rencontrés

Jean-Marie de Beaucorps



Jean-Marie de Beaucorps, a aujourd'hui près de 80 ans. Engagé volontaire en 1939, il rejoint la France Libre. Affecté aux services spéciaux (service SAS anglais), il effectue des missions dans les Balkans et en France occupée, en 42-43 puis il combat en Libye, puis contre le Japon. En décembre 1944, il regagne la mission militaire française en Chine. M. de Beaucorps dirige le service du Renseignement Extérieur en Extrême-Orient de 1946 à 1950. Bien que placé en « disponibilité » en 1951, il n'a pas quitté l'Asie, restant en contact avec les principaux leaders de l'Extrême-Orient jusqu'à aujourd'hui. Il était auprès de Nehru au moment de la chute de Diên Biên Phu. Conquis par l'Extrême-Orient, il reste donc vivre en Inde où il va monter son entreprise qui s'avérera prospère. Il aide aussi à mettre en place une école française en Inde. Rentré en France depuis 1996, il continue d'effectuer de longs séjours dans le sud-est asiatique et en Inde dont il est un spécialiste. Depuis son retour d'extrême orient, il a publié plusieurs ouvrages dont le soldat de plomb (98), le soldat de jade (98) et Shivaji (2003). Pour lui, les Occidentaux, en général, et les Français, en particulier, ne connaissent presque rien des pays d'Extrême Orient. C'est pourquoi, à travers des conférences (dont celle du 5 novembre 2005 intitulé "*L'Inde face aux ambitions hégémoniques de la Chine*"), il fait part de sa connaissance sur le sujet.

Jean-Luc Racine



Géographe, géopolitologue, Directeur de recherche au CNRS, Jean-Luc Racine est aussi directeur du programme international d'études avancées à la Fondation Maison des Sciences de l'Homme.

Formé par des séjours prolongés en Inde, sur les terrains villageois de l'Inde du sud et à Calcutta, il conduit ses premières recherches sur les problèmes d'inscription territoriale des sociétés indiennes et sur les stratégies de développement. Dans les années 80, il porte attention aux problèmes des relations entre pouvoir central et Etats de l'Union, aux modes de gestion des pluralismes linguistiques, ethniques et religieux, aux régionalismes et aux sécessionismes. Il travaille aujourd'hui sur les dynamiques politiques, sociales, économiques, idéologiques et territoriales de transformation de l'Inde contemporaine. Il étudie en parallèle la politique indienne de libéralisation économique, les visions indiennes de l'ordre mondial, et la géopolitique de l'Asie du Sud, particulièrement en ses points de blocage: relations indo-pakistanaïses et question du Cachemire, et en ses interactions avec les puissances: Chine, Russie, Etats-Unis.

Il enseigne à l'EHESS et à l'Institut Français de géopolitique de l'Université Paris 8, et intervient régulièrement dans les milieux économiques et stratégiques, comme dans les institutions d'études politiques et de relations internationales.



Annexe

Pétrole et Gaz en Inde de 2001 à 2005

	2001	2002	2003	2004	2005
Réserves prouvées de Pétrole (millions <u>barils</u>)	5 510	5 576	5 730	5 565	5 919
Production de Pétrole (milliers barils/jour)	641	661	663	682	651
Capacité de raffinage (milliers barils/jour)*	2 261	2 289	2 333	2 513	2 513
Importations de Pétrole (milliers barils/jour)	974	954	1 574	1 942	2 397
Production de produits raffinés (milliers barils/jour)	1 737	1 804	1 814	1 838	1 895
Consommation de produits raffinés (milliers barils/jour)	2 169	2 254	2 345	2 479	2 491
Importations de produits raffinés (milliers barils/jour)	462	455	508	527	548
Réserves prouvées de Gaz (billion standard <u>cu m</u>)	735	751	854	923	1 101
Importations de Gaz (million standard <u>cu m</u>)	24 100	26 200	27 300	28 200	30 400
Production de Gaz (<u>marketed</u>) (million standard <u>cu m</u>)	—	—	—	2 600**	6 200

* : la capacité de raffinage est supérieur à la production de pétrole car l'Inde raffine le pétrole d'autres pays.

** : non significatif

source : OPEC Annual Statistical Bulletin



Bibliographie

Presse

- « *L'Inde se méfie des sourires Chinois* » – Le Figaro – 20 Novembre 2006
- « *Alstom Power intéressé par le nucléaire civil indien* » – Le Figaro – 30 Octobre 2006
- « *La déferlante des compagnies indiennes* » – La Lettre de l'Océan Indien – 19 Novembre 2005
- « *Petrostratégies* » – L'hebdomadaire de l'Energie – 2002 – 2003 – 2004 – 2005 – 2006
- « *OPEC Annual Statistic Bulletin* » – 2005
- « *Inde-Chine, une alliance de poids et de raison* » – L'Expansion n°713 – Novembre 2006
- « *Programme Spatial Indien – Fiche de Synthèse* » – Minsitère des Finances et de l'Industrie (Français) – Octobre 2005
- « *Moscou doute de la rentabilité d'un oléoduc russo-sino-indien* » – Russian News & Information Agency NOVOST – 6 Décembre 2006
- « *La sidérurgie en Inde* » – Mission Economique DGTPE – Juin 2005
- « *Press Release on India's Foreign Trade: April–September 2006–2007* » – Government of India – Ministry of Commerce and Industry – Department of Commerce – Economic Division – 25 Octobre 2006
- « *Le "Grand Jeu bis" de l'arme énergétique* » – Les Echos – 8 Juin 2006
- « *Gazprom prêt à participer au pipeline Iran-Pakistan-Inde* » – AFP – 16 Juin 2006
- « *Washington encourage un projet de gazoduc reliant Turkménistan et Pakistan* » – AFP – 15 Août 2006
- « *L'Inde, en concurrence avec la Chine, courtise la Birmanie pour son gaz* » – AFP – 12 Mars 2006
- « *Maurel & Prom courtisé par un raffineur indien* » – Les Echos – 24 Février 2005
- « *L'Inde veut s'imposer* » – Africa Energy Intelligence – 31 Août 2005
- « *L'indien BHEL à l'offensive* » – La Lettre de l'Océan indien – 19 Novembre 2005
- « *La déferlante des compagnies indiennes* » – La Lettre de l'Océan indien – 19 Novembre 2005
- « *L'Inde et la Chine remportent l'acquisition d'actifs pétroliers en Syrie* » – AFP – 21 Décembre 2005
- « *Premier succès indien* » – Africa Energy Intelligence – 9 Juin 2004
- « *Delhi et Pékin concentrent leurs efforts* » – Africa Energy Intelligence – 17 Novembre 2004
- « *L'Inde, en concurrence avec la Chine, courtise la Birmanie pour son gaz* » – AFP – 12 Mars 2006
- « *Turkménistan : un audit pourrait relancer le projet de gazoduc transafghan* » – AFP – 16 Février 2006
- « *Reliance seeks to heal "dispute"* » – BBC News – 30 Novembre 2004
- « *Les entreprises indiennes à la conquête du capitalisme mondial* » – Le Monde – 21 Octobre 2006
- « *Le mariage de Tata Steel et Corus donne naissance à un nouveau géant de l'acier* » – Le Monde – 20 Octobre 2006
- « *Goodbye Gandhi* » – Le Point – 2 Avril 2004
- « *India takes on the World* » – TIME (Asia edition) – 11 Décembre 2006
- « *Rapport de Voyage d'étude sur l'Energie* » – Ecole des Mines de Paris – 2006
- « *La chevauchée de Lakshmi Mittal* » – Le Monde – 17 Novembre 2006
- « *La diplomatie du tsunami par Marc Epstein, avec Pierre Prakash à New Delhi* » – L'Express – 24 Janvier 2005
- « *India's Tsunami diplomacy* » – Institute of Peace and Conflict Studies Publication – 31 Janvier 2005
- « *The Myth of the New India* » – New York Times – 6 Juillet 2006

- « *L'Inde : une puissance en devenir* » – L'Express – 5 Décembre 2006
 « *India calling* » – India Today – 30 Décembre 2005
 « *La Diaspora indienne : combien de divisions ?* » – Éric Leclerc, conférence dans le cadre du festival de géographie de Saint Dié – 2005
 « *Singapour, trait d'union entre l'Inde et la Chine* » – India Today – 30 Décembre 2005
 « *Inde–Chine, le match du XXI^{ème} siècle* » – L'Expansion – 21 Janvier 1993
 « *Quand l'Inde et la Chine unissent leurs forces pour dominer le marché mondial IT* » – Le Journal du Management – 28 Avril 2005
 « *Inde–Chine, une alliance de poids et de raison* » – L'Expansion – 25 octobre 2006
 « *Une histoire sino–indienne mouvementée* » – Le Monde Diplomatique – Août 2005
 « *State of World 2006. Special Focus: China and India* » – Le Monde Diplomatique – Mars 2006
 « *La Chine envisage un accord de libre échange avec l'Inde* » – AFP – 6 novembre 2006

Livres

- Les nationalismes hindous. Idéologie, implantation et mobilisation des années 1920 aux années 1990* – C. Jaffrelot – Presse de la Fondation nationale de sciences politiques – 1993
Reintegrating India in the world economy – T.N. Srinivasan, Suresh D. Tendulkar – Institute for international economics – 2003
L'économie de l'Inde – J.J. Boillot – Editions Repère La découverte – 2006

Rapports et Thèses

- Doing Business in India 2006* – Ernst and Young
Rapport du Haut Comité sur la diaspora indienne – chapitres 28 et 39 – 2000
India as knowledge superpower – Planning Commission – Juin 2001
Théorie et pratique de la puissance: l'émergence de la Chine et de l'Inde dans l'après-guerre froide – Sabine Sciortino, sous la direction de Christophe Jaffrelot et Françoise Mengin – DEA d'analyse comparative des aires politiques – Sciences Po Paris – 2004
L'Inde et la question nationale – Herodote, Revue de géographie et de géopolitique – 1993
Les stratégies d'influence en relations internationales, Un regard sur la politique étrangère, Entretien avec C. Jaffrelot – Edition PUFF – 2003-2004
Indian Family Businesses: Their survival Beyond Three Generations – Working Paper of The Indian School of Business
L'Inde et sa puissance – Aminah Mohammad–Arif

Sites web

- Statistiques de l'éducation en Inde :
www.uis.unesco.org/profiles/EN/EDU/countryProfile_en.aspx?code=3560
 Statistiques de l'éducation par région :
www.education.nic.in/stats/detail/30.pdf
www.education.nic.in/stats/detail/25.pdf
 Les étudiants étrangers aux Etats-Unis :
www.bulletins-electroniques.com/actualites/40188.htm
 L'enseignement supérieur et technique en Inde :
www.indianbusiness.nic.in/languages/French/Higher%20And%20Technical%20Education.pdf
 Les principaux établissements de Delhi :
www.edufair.org/india07/etablissements/images/docs/etab%20delhi.pdf
 Bibliographie du Dr. Ashok K Chauhan :
www.drashokchauhan.com/
 Article de Laura-Julie Perreault sur l'université Amity :
www.knowckers.org/content/view/201/1/
 Information sur Amity Business School :
www.amity.edu/absmanes/Mandatory%20Disclosure.pdf
 Information sur la section competitive intelligence de Amity Business School :
www.amity.edu/aici/courses.htm
 Notoriété de Amity Business School :
www.mouthshut.com/product-reviews/Amity_Business_School-925009077.html
 Site du gouvernement indien sur l'éducation :
education.support.nic.in/index1.asp?langid=1
 Site du gouvernement indien sur l'éducation supérieure :
www.education.nic.in/tecedu.asp

India Defense Consultant :
www.indiadefence.com/

Indian Oil Company :
www.iocl.com/

Ministère du Pétrole et du Gaz Naturel :
petroleum.nic.in/minister.htm

Institut de Relation Internationale et Stratégique. « Inde Pakistan : La Paix va-t-elle éclater ? » :
www.iris-france.org/Tribunes-2001-06-10.php3

Confédération of Indian Industry :
www.ciionline.org/default.aspx

Plan quinquennal 2002-2007 :
planningcommission.nic.in/plans/planrel/fiveyr/welcome.html

La politique indienne sur le dossier nucléaire :
www.foil.org/politics/nonuke/vla.html

Le Centre de Documentation de l'Ecole Militaire :
www.cedoc.defense.gouv.fr

Ministère des Affaires Etrangères Indien :
meaindia.nic.in/

« Les entreprises chinoises de soie vont se défendre contre les accusations de dumping formulées par l'Inde » :
www.french.xinhuanet.com/french/2006-05/11/content_252022.htm

« La visite du Premier ministre chinois au Bangladesh renforce les relations économiques entre les deux pays » :
french.peopledaily.com.cn/zhuanti/Zhuanti_78.html

« Le Premier ministre chinois invite les hommes d'affaires indiens à explorer des opportunités en Chine » :
french.peopledaily.com.cn/french/200201/17/fra20020117_51881.html

« Affrontements économiques en terre asiatique » :
www.infoguerre.com/article.php?sid=845

« La visite du président chinois aujourd'hui à New Delhi marque une nouvelle étape dans la rivalité entre les deux géants asiatiques » :
www.lefigaro.fr/international/20061120.FIG000000280_l_inde_se_mefie_des_sourires_de_la_chine.html

« Entreprises chinoises implantées en Inde » :
www.chinaembassy.org.in/eng/jjmy/zymywl/zzgs/default.htm

« La Chine et l'Inde à la conquête économique de l'Afrique » :
www.jeuneafrique.com/jeune_afrique/article_depeche.asp

« Industrie : Arcelor-Mittal devrait lorgner sur le gisement chinois » :
www.indeinfos.com/index.php

« Intel s'apprête à investir massivement en Inde » :
light.pcinpact.com/actu/news/Intel_400_millions_de_dollars_pour_une_ATM_en_Inde.htm

« Inde : les investissements étrangers en TIC devraient doubler en 2006 » :
www.atelier.fr/article.php?artid=31132&catid=12

« Implication de la Chine dans les infrastructures indiennes » :
www.fibre2fashion.com/news/textile-news/newsdetails.aspx?news_id=10865

Relations Inde-Chine :
in.rediff.com/news/2005/apr/09athale.htm

Réglementation concernant les "indiens d'origine" :
www.investinindia.com

« Chine-Afrique : une coopération renouvelée » :
www.rfi.fr/fichiers/mfi/EconomieDeveloppement/1356.asp

« Intensification de la coopération entre l'Inde et la Chine dans le domaine des technologies » :
asso.objectif-sciences.com/Intensification-de-la-cooperation.html

Investissements en Inde :
www.indiainbusiness.nic.in/invest-india/readyreckonerri.htm

Liste des principales ressources naturelles de l'Inde :
www.studentsoftheworld.info/informations_pays.php?Pays=IND&Opt=economie

Ministry of Commerce & Industry (India) :
commerce.nic.in/

Inde, Chine et délocalisations :
www.icdelocalisation.com/